



La protection nationale au-delà des deux directives anti-discrimination de l'UE

Les motifs de la religion et des convictions, du handicap, de l'âge et de l'orientation sexuelle en dehors du domaine de l'emploi

Résumé

Europe Direct est un service destiné à vous aider
à trouver des réponses aux questions que vous vous
posez sur l'Union européenne
Un numéro unique gratuit (*)
00 800 6 7 8 9 10 11

(*) Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800 ou peuvent facturer ces appels.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

© Union européenne, 2013

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Une fiche catalographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2013

ISBN 978-92-79-33767-3

DOI 10.2838/81719

PRINTED IN LUXEMBOURG

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE



La protection nationale au-delà des deux directives anti-discrimination de l'UE

Les motifs de la religion et des convictions, du handicap, de l'âge et de l'orientation sexuelle en dehors du domaine de l'emploi

Résumé

Réseau européen d'experts juridiques dans le domaine de la non-discrimination

Rédigé par Aileen Mc Colgan

sous la supervision du Migration Policy Group

Commission européenne
Direction générale de la Justice

Manuscrit terminé en septembre 2013



Le présent rapport a été financé par la Commission européenne (DG Justice) et préparé à son intention. Son contenu ne reflète pas nécessairement la position officielle de la Commission.

Il a été rédigé par Aileen McColgan et supervisé par le Migration Policy Group au nom du Réseau européen d'experts juridiques dans le domaine de la non-discrimination (fondée sur la race ou l'origine ethnique, l'âge, le handicap, la religion ou les convictions et l'orientation sexuelle) géré par:

Human European Consultancy

Maliestraat 7
3581 SH Utrecht
Netherlands
Tel +31 30 634 1422
Fax +31 30 635 2139
office@humanconsultancy.com
www.humanconsultancy.com

The Migration Policy Group

Rue Belliard 205, Box 1
1040 Brussels
Belgium
Tel +32 2 230 5930
Fax +32 2 280 0925
info@migpolgroup.com
www.migpolgroup.com

La présente publication bénéficie du soutien du programme communautaire PROGRESS pour l'emploi et la solidarité sociale (2007-2013). Ce programme est géré par la direction générale de la justice de la Commission européenne. Il a été établi pour appuyer financièrement la poursuite des objectifs de l'Union européenne dans les domaines de l'emploi et des affaires sociales, tels qu'ils sont énoncés dans l'agenda social, et pour contribuer ainsi à la réalisation des objectifs de la stratégie de Lisbonne dans ces domaines.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter: <http://ec.europa.eu/progress>

Pour des informations complémentaires concernant les publications du Réseau européen d'experts juridiques dans le domaine de la non-discrimination, veuillez consulter: <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=615&langId=en&moreDocuments=yes>

© Photographie et conception: Ruben Timman / www.nowords.nl

Pour les photos non protégées par les droits d'auteur de l'Union européenne, il convient de demander directement l'autorisation aux détenteurs desdits droits d'auteur pour toute utilisation ou reproduction.

Résumé

La Commission a présenté le 2 juillet 2008 une proposition de directive du Conseil relative à la mise en œuvre en dehors du marché du travail du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle. Cette proposition, qui n'a pas encore force de loi, a fait l'objet de plusieurs projets d'amendements. Le présent rapport vise à préciser le contexte dans lequel pourrait s'inscrire le débat sur un changement législatif en la matière. Il s'attache plus spécifiquement à actualiser l'étude réalisée en 2006¹ concernant la réglementation de la discrimination fondée sur l'âge, un handicap, la religion ou les convictions, le sexe et l'orientation sexuelle en dehors du cadre de l'emploi, le sexe étant largement exclu en raison de l'adoption de la directive [HYPERLINK "http://eur-lex.europa.eu/smartapi/cgi/sga_doc?smartapi!celexplus!prod!DocNumber&lg=en&type_doc=Directive&an_doc=2004&nu_doc=113"](http://eur-lex.europa.eu/smartapi/cgi/sga_doc?smartapi!celexplus!prod!DocNumber&lg=en&type_doc=Directive&an_doc=2004&nu_doc=113) 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004. L'analyse s'appuie sur les éléments fournis par les experts du Réseau juridique à la fois dans leurs rapports nationaux et dans leurs compléments d'information.

Les pays couverts par la présente étude² sont tous dotés d'une abondante législation en matière de discrimination fondées sur l'âge, un handicap, la religion / les convictions et l'orientation sexuelle (ci-après «les motifs pertinents») au-delà du champ d'application de la directive 2000/78 du Conseil. Bon nombre d'entre eux ont adopté des dispositions législatives spécifiques régissant la discrimination fondée sur une partie ou la totalité des motifs pertinents dans l'ensemble ou dans une grande part du champ d'application matériel de la directive 2000/43 du Conseil. D'autres pays assurent une large protection grâce à la combinaison de dispositions constitutionnelles (certaines ayant un effet horizontal) et de dispositions législatives visant un domaine particulier (conférant des droits, y compris des droits à la non-discrimination, en matière de protection sociale, d'enseignement ou d'accès aux biens et aux services, par exemple) et/ou d'interdictions légales portant sur un motif spécifique de discrimination (le plus souvent le handicap).

Les approches diffèrent, mais il convient de souligner que, parmi les 33 pays envisagés ici, 14 ont mis en place ce que l'on pourrait globalement qualifier de réglementation exhaustive (ou pratiquement exhaustive) couvrant la discrimination dans la plus grande partie, voire dans la totalité, du champ d'application matériel de la directive 2000/43 du Conseil pour ce qui concerne tous les motifs pertinents; quatre autres pays se rapprochent fortement de cette couverture intégrale (deux d'entre eux présentant à cet égard des lacunes mineures résultant d'une combinaison de mesures fédérales et régionales); quatre autres encore assurent une protection importante par rapport à tous les motifs pertinents au-delà du champ d'application de la directive 2000/78 du Conseil;³ les cinq pays suivants offrent, au-delà du champ d'application de la directive 2000/78 du Conseil, une protection importante par rapport à certains motifs, mais pas à tous; et les six derniers se caractérisent par une protection plus limitée tout en allant, dans cinq cas sur six, plus loin que la directive.

En ce qui concerne la teneur plus précise des interdictions de discrimination, l'exigence d'aménagement raisonnable pour répondre aux besoins spécifiques des personnes handicapées est courante dans les 33 pays (quatre d'entre eux seulement limitant cette exigence au domaine de l'emploi), mais le champ d'application matériel de cette obligation varie. Si la plupart des interdictions couvrent l'éducation, bon nombre d'entre elles ont un champ d'application beaucoup plus large par suite, dans certains cas, d'une interprétation judiciaire et non d'une décision législative. Le niveau de détail de ce type d'obligation est très variable, en particulier pour ce qui concerne la question de ce qui constitue un «aménagement raisonnable» – **l'Autriche** et **Chypre** figurant parmi les pays fournissant les

¹ Étude des mesures législatives en vigueur au niveau national – et de leur impact – pour lutter contre la discrimination fondée sur le sexe, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle en dehors des domaines de l'emploi et du travail, VT/2005/062.

² À savoir les États membres de l'UE, les pays candidats (Islande, ancienne République yougoslave de Macédoine et Turquie) et les pays de l'EEE.

³ La différence entre ces pays et ceux de la catégorie les précédant immédiatement est une question de degré.

orientations législatives les plus précises en la matière. Au-delà d'exemples évidents tels que l'accès des fauteuils roulants, l'obligation d'aménagement raisonnable a été appliquée à la diffusion de programmes radiophoniques accessibles à des personnes malentendantes (**Roumanie**) et à la suppression des limites imposées à l'assistance fournie aux élèves atteints de déficiences auditives ou d'autres formes de handicap (**Belgique** et **Italie**). La participation à la vie civique par le vote a également été mise en évidence tant en **Islande** qu'en **Norvège**, où des décisions judiciaires établissent que l'absence de traduction simultanée des programmes électoraux et certaines inadéquations du matériel de campagne diffusé en ligne constituent un non-respect des droits individuels – de même, selon un arrêt récent de la Cour suprême **Islandaise**, que l'exigence selon laquelle les personnes dans l'incapacité physique de déposer leur propre bulletin de vote doivent le faire par l'intermédiaire d'un fonctionnaire plutôt que par l'intermédiaire de leur assistant personnel. Les normes d'accessibilité sont désormais largement répandues, en particulier pour ce qui concerne les bâtiments (et les transports), mais des problèmes de mise en œuvre sont régulièrement signalés.

Si les 33 pays étudiés autorisent au moins une certaine marge d'action positive plutôt que d'appliquer une approche totalement symétrique, on observe toutefois d'importantes variations entre ceux qui envisagent ce type d'action comme un élément nécessaire de l'égalité de traitement / de la non-discrimination, et ceux qui l'autorisent uniquement en tant qu'exception à la règle générale. Le champ le plus large est le plus souvent laissé à l'action positive en faveur des personnes handicapées (l'aménagement raisonnable en étant une illustration).

Considérant maintenant le champ matériel de la réglementation anti-discrimination, les 33 pays interdisent toute discrimination commise par des personnes morales aussi bien que par des personnes physiques, et la plupart prévoient la responsabilité du fait d'autrui dans le chef des employeurs. On observe cependant davantage de disparité sur la question de savoir si les personnes morales sont protégées contre la discrimination. En ce qui concerne l'interdiction de discrimination fondée sur le handicap dans le domaine de l'éducation, en vigueur dans de nombreux pays, les dispositions favorisent le plus souvent l'insertion des élèves handicapés dans le système éducatif ordinaire, en principe du moins, mais les pratiques varient. Les problématiques liées à l'éducation portent également sur la possibilité pour des écoles confessionnelles de procéder en termes d'accès à une discrimination fondée sur la religion / les convictions et, dans certains cas, sur l'orientation sexuelle. Le port du foulard a fait l'objet d'un nombre considérable d'affaires ces dernières années – avec des issues différentes selon les pays, voire à l'intérieur d'un même pays. D'autres questions soulevées concernent l'accueil d'enfants appartenant à une confession minoritaire (ou sans confession) dans les pays où l'instruction/la pratique religieuse a généralement lieu dans les écoles, et les situations dans lesquelles une personne individuelle réclame l'acceptation positive de sa pratique religieuse. Dans un cas comme dans l'autre, la pratique diffère d'un pays à l'autre.

Plusieurs pays dotés d'une réglementation interdisant la discrimination dans l'accès aux biens et aux services, y compris le logement, n'établissent pas de distinction quant à savoir si les biens et services en question sont fournis au grand public ou de façon plus restreinte, même si certains d'entre eux prévoient des exceptions à l'interdiction générale de discrimination en ce qui concerne la fourniture de biens et de services aux familles ou d'autres fournitures à caractère privé. Rares sont les pays qui, interdisant la discrimination fondée sur les motifs pertinents en matière de logement, prévoient des exceptions spécifiques visant les situations privées (lorsqu'une personne loue ou vend un ou plusieurs appartements dans un immeuble dans lequel elle et/ou sa famille continue d'habiter, par exemple). Une autre question d'ordre général concerne les exceptions à l'interdiction de discrimination fondée sur l'âge et/ou le handicap prévues dans le cadre des services financiers, ainsi qu'en rapport avec la protection sociale/les prestations sociales et/ou les soins de santé. Un certain nombre de pays réglementant la discrimination dans ces domaines ne prévoient effectivement pas d'interdiction de la discrimination fondée sur l'âge/le handicap, ou prévoient des moyens de justification applicables à ces motifs ou de façon plus générale, ou encore prévoient une disposition spécifique en matière de discrimination actuarielle. Il existe toutefois certains exemples de décisions judiciaires interdisant la discrimination liée à l'âge pour ce qui concerne l'accès à des procédures médicales et à un traitement de fertilité.

De manière plus globale, un certain nombre de pays ayant de larges interdictions légales en matière de discrimination fondée sur les motifs pertinents prévoient des dérogations générales – au moins en ce qui concerne la discrimination sortant du champ d'application du droit de l'UE (voir notamment la **Belgique** et la **République tchèque**). On peut encore citer au titre d'autres moyens généraux de défense l'exception appliquée en Hongrie, où la loi anti-discrimination autorise la discrimination nécessaire à la mise en œuvre d'autres droits fondamentaux, ainsi que la discrimination qui, sans rapport avec les droits fondamentaux, est objectivement raisonnable. D'autres pays, parmi lesquels le **Royaume-Uni** et la **Suède**, prévoient des exceptions générales uniquement en rapport avec l'âge – ces pays et d'autres prévoyant des exceptions spécifiques applicables à des motifs particuliers dans des circonstances particulières. Plusieurs pays prévoient des dérogations destinées à préserver l'autonomie religieuse. De surcroît, même en l'absence d'exceptions explicites à l'interdiction de discrimination, certaines juridictions se sont parfois montrées disposées à les créer.

Enfin, en ce qui concerne la mise en œuvre, il existe une différence entre le fait de réglementer la discrimination en principe et le fait de conférer des droits effectifs que les citoyens peuvent invoquer. Les frais de justice sont une préoccupation particulière signalée dans de nombreux pays, de même que les délais de prescription et les problèmes d'accès aux droits propres aux personnes handicapées. Il existe des solutions alternatives à l'action individuelle en justice, tel le recours aux médiateurs ou à d'autres organismes spécifiquement chargés de veiller à l'application du droit, mais il est fréquent que leurs compétences n'aillent pas jusqu'à l'indemnisation financière.

Commission européenne

La protection nationale au-delà des deux directives anti-discrimination de l'UE:

Les motifs de la religion et des convictions, du handicap, de l'âge et de l'orientation sexuelle en dehors du domaine de l'emploi -
Résumé

Luxembourg: Office des publications officielles de l'Union européenne

2013 — 6 P. — 21 × 29,7 cm

ISBN 978-92-79-33767-3

DOI 10.2838/81719

Comment vous procurer les publications de l'Union européenne?

Vous trouverez les publications de l'Office des publications disponibles à la vente sur le site de l'EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>), où vous pourrez passer commande auprès du bureau de vente de votre choix.

Vous pouvez également demander la liste des points de vente de notre réseau mondial par télécopie au (352) 29 29-42758.



Office des publications

ISBN 978-92-79-33767-3



9 789279 337673